

*Université ABDELMALEK ESSAADI – Maroc*  
*Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales de Tétouan/Martil*  
*Laboratoire « Etudes et Recherches Juridiques, Politiques et Développement »*  
*Equipe de recherche « Intelligence Juridique et Transition Politique »*

**Appel à participation à :**

**La Journée du Droit International**  
Première Edition Printemps 2024

**Autour de :**

**« Le droit international et les enjeux de la géopolitique mondiale »**

*Le samedi 4 mai 2024 (Salle de conférences à 10h)*  
*Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales – Martil*  
*UNIVERSITE ABDELMALEK ESSAADI / Tétouan – Maroc*

**Comité de Coordination :**

**Dr KBIBCHI YOUNESS**  
*Maitre de conférences des Universités*  
*Coordinateur de la filière Etudes Politiques et*  
*Internationales (Dr Fr)*  
*FSJES – Martil*

**Dr MARIA BOUJADDAINE**  
*Doyenne de la FSJES Martil*  
*Professeur de l'enseignement supérieur*

**Dr EL HAMDOUNI YOUSSEF**  
*Maitre de conférences des Universités*  
*FSJES – Martil*

**Dr DARDARI AHMAD**  
*Professeur de l'enseignement supérieur*  
*Coordinateur de la filière Etudes*  
*Politiques et Internationales (Dr Ar)*  
*FSJES Martil*

**Dr MOHAMMED FAHD BERRADA**  
*Maitre de conférences des Universités*  
*FSJES – Martil*

**Dr EL MAAMOUN FIKRI**  
*Maitre de conférences des Universités*  
*FSJES – Martil*

**Contact :**

[internationallawday@gmail.com](mailto:internationallawday@gmail.com)

L'instabilité politique et les inégalités au sein des pays et d'un pays à l'autre s'aggravent dans de nombreuses régions du monde. Les catastrophes naturelles dues à l'accélération du changement climatique, les tensions géopolitiques et les conflits armés, auxquels s'ajoutent l'immigration transfrontalière, le terrorisme international et la cybercriminalité, ont renforcé d'avantage les menaces sécuritaires. Outre les tragédies humaines qui en ont causé, ces crises ont révélé une interdépendance sans cesse croissante entre les économies et les sociétés du monde entier. Il est donc urgente, face à cette réalité, de mettre en œuvre une action concertée aux plans mondial, régional et national, basée sur le respect des règles de droit international et les résolutions et décisions des instances internationales chargées de pacification des rapport entre les divers acteurs de la scène politique internationale. L'absence de réponse jugée satisfaisante face à mutations multiples a entraîné une montée du mécontentement et de la défiance à l'égard du système de régulation des rapports et de gouvernance mondiale.

Dans ce contexte difficile, le système multilatéral a lui aussi du mal à s'adapter aux crises en cours et à proposer des solutions concrètes et coordonnées face à nombre de défis mondiaux majeurs particulièrement pressants. L'écart grandissant entre les engagements souscrits au niveau international et les résultats concrets liés à la conduite des Etats met à mal l'action multilatérale et sa crédibilité et suscite critiques frontales et désengagement.

Il est plus urgent que jamais que le droit international fasse la preuve de son efficacité en contribuant à apporter, de manière plus efficiente et plus cohérente, des solutions aux problèmes liés à l'insécurité et l'injustice internationale à travers le respects des

règles et des normes, indispensables à la consolidation des valeurs de coexistence pacifique et de tolérance mondiale.

De même, le système multilatéral devrait se construire autour d'un ensemble de valeurs et d'objectifs communs, en déterminant les moyens à mettre en œuvre pour répondre aux aspirations et aux besoins des Etats et des individus en terme de paix. Garantir la stabilité internationale doit par conséquent devenir un fondement du nouveau multilatéralisme et un objectif fédérateur au service d'un système multilatéral plus efficient

Dance ce cadre, l'équipe de recherche « Intelligence Juridique et Transition Politique » du Laboratoire « Etudes et Recherches Juridiques, Economiques et Développement » de la faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales de Martil, Université ABDELMALEK ESSAADI au Maroc, tenterait d'organiser « La Journée du Droit International ». Une telle journée serait l'occasion de favoriser le dialogue avec les universitaires, les acteurs gouvernementaux, les diplomates, les jeunes chercheurs et d'autres parties prenantes sur les actions nécessaires pour pallier les inégalités entre nations et sociétés en termes de respect du cadre et du système juridique international. Elle tenterait de faire prévaloir les nombreuses opportunités pour bâtir les piliers d'un monde où la justice, la paix et la sécurité forment une condition de base pour le futur de toutes les civilisations.

La journée internationale représente une occasion pour sensibiliser et informer la communauté universitaire et le large public sur des thèmes liés aux enjeux de la géopolitique mondiale et aux efforts menés par les instances internationales pour le maintien de l'ordre international et la gestion des risques sécuritaires transfrontaliers. De même, elle tente de dévoiler les incidences des crises politiques et des conflits armés sur la dégradation des droits humains partout dans le

monde. L'occasion est aussi pour conseiller les États et les décideurs politiques sur les actions à mener pour une meilleure intégration dans un monde globalisé à multiples risques qui exigent une coopération multi acteurs et multi niveaux.

Le présent appel à participation cherche à susciter débat entre les différents chercheurs et spécialistes et interpelle, en outre, plusieurs champs disciplinaires. Elle questionne les universitaires en sciences juridiques, sciences politiques, relations internationales aussi bien que les diplomates et les fonctionnaires des institutions internationales et autres aux niveaux des institutions diplomatiques.

Les thématiques étant à la fois larges et provocatrices et permettrait à chacun de pouvoir exposer librement ses avis et son positionnement. Les contributions pourraient être purement académiques, ou fondées sur les bases de la pratique professionnelle des cadres et fonctionnaires de l'administration étatique ou intergouvernementale.

## THEMES

- Les nouveaux centres de gravités géopolitiques et les nouveaux espaces de conflits.
- Les relations internationales face à l'incertitude du système-monde.
- Le Droit Internationale face aux enjeux sécuritaires et humanitaires.
- La géopolitique cybernétique et les crises diplomatiques.
- Les crises institutionnelles et les putschs d'Etats en Afrique.
- La géopolitique de l'eau, du climat, de l'environnement et de l'énergie.

## LES MODALITES DE PARTICIPATION

- Les propositions de communication sont à adresser au plus tard le 10 mars 2024 par Mail à l'adresse [internationallawday@gmail.com](mailto:internationallawday@gmail.com) sous la forme d'un document Word comprenant d'une part le nom de l'auteur, son statut, ses coordonnées, sa photo personnelle, ses principaux travaux, activités ou publications liés au thème, et d'autre part la présentation de la proposition de communication, en français, anglais ou en espagnol.
- Les contributions proposées doivent être inédites. Elles seront accompagnées d'un résumé en Français et en Anglais (10 lignes maximum). Elles doivent avoir une longueur comprise entre 10 et 25 pages et rédigées sous format Word (Le format du texte : Corps de texte : Arial 14, interligne simple). Les notes en bas de page : Arial 10, interligne simple.
- Les références bibliographiques (ou web graphiques) pour ouvrages individuels, collectifs, ou revues, se présentent de la manière suivante : Nom de(s) l'auteur(s), initiale(s) du prénom, année d'édition, titre de l'ouvrage ou de l'article, lieu d'édition, maison d'édition, ou nom de la revue, numéro et date, pages de la citation.
- Les contenus des propositions et les opinions et les analyses des auteurs relèvent de leurs seules responsabilités, et n'engagent aucunement la responsabilité du Laboratoire, qui se considère comme organe académique dédié à la recherche scientifique objective.
- Les contributeurs et contributrices seront informés le 15 mars 2024 de la décision finale du comité scientifique, chargé d'évaluation de

la pertinence de la contribution et de son adéquation avec la thématique de la journée.

- Les travaux de « La Journée du Droit International » seront publiés sous forme d'un ouvrage collectif, qui sera publié chez un éditeur reconnu ou dans une collection universitaire.

## DATES IMPORTANTES

- Lancement de l'appel : 26/01/2023
- Date limite de soumission des propositions : 15/03/ 2024
- Date d'organisation de la journée 04 /05/ 2024
- Date probable de parution de l'ouvrage collectif le mois d'octobre 2024

\*\*\*\*\*